



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 04/03/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TITANOBEL SAS

Lieu-dit Les Piodières
79350 Amailloux

Références : 0007202102/2026/ 100

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement TITANOBEL SAS implanté LIEU DIT LES PIODIERES 79350 Amailloux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL SAS
- LIEU DIT LES PIODIERES 79350 Amailloux
- Code AIOT : 0007202102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement d'AMAILLOUX de la société TITANOBEL est autorisé à fabriquer et à stocker des explosifs et à fabriquer des émulsions explosives à base de nitrate fuel et non sensibilisées. La production annuelle est de 2500 tonnes d'explosifs dont 1200 tonnes pour les Unités Mobiles de Fabrication d'Explosifs (UMFE).

Le site est une installation classée autorisée « SEVESO Seuil Haut » pour la rubrique 4220 et « Seveso seuil Bas » pour la rubrique 4440 de la nomenclature des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite inspection 29/10/2025	Autre du 18/11/2025, article PC n°5	Demande d'action corrective	1 mois
2	Suite inspection 29/10/2025	Autre du 18/11/2025, article PC n°7	Demande d'action corrective	2 mois
4	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suite inspection 29/10/2025	Autre du 18/11/2025, article PC n°8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'une analyse des risques ATEX réalisée en 2008 par l'APAVE. Depuis, des modifications ont été apportées aux installations concernées. L'évaluation des risques ATEX doit être actualisée.

L'exploitant doit finaliser les travaux pour la bonne mise en œuvre des dispositions constructives de l'atelier de fabrication d'émulsion-mère (mur coupe-feu 2h), l'équipement de la réserve incendie (marquage des aires d'aspiration et dispositif pour déterminer le volume d'eau disponible) et la signalisation de la vanne de fermeture du bassin d'orage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite inspection 29/10/2025

Référence réglementaire : Autre du 18/11/2025, article PC n°5
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Constat du 29/10/2025 : L'exploitant indique que la vanne de fermeture du bassin de rétention est testée et manipulée tous les trois mois et que cette vérification est tracée dans le registre des rondes. [...]

<p>Le jour de la visite, l'inspection constate qu'une clé en T est fixée sur le portail d'accès au droit de la vanne de fermeture. L'exploitant précise que la clé du portail se trouve dans le trousseau de chaque bâtiment. La vanne est signalée par un piquet sans pancarte.</p> <p>La consigne d'utilisation de la vanne n'a pas été formalisée, mais l'exploitant indique que l'ensemble du personnel a été formé à la manipulation de la vanne.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant :</p> <p>L'exploitant signale la vanne par une pancarte pour une meilleure visibilité, il formalise les consignes et les affiche à proximité au niveau du portail d'accès.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 11/12/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la consigne d'utilisation de la vanne de fermeture du bassin de rétention, référencée CS/AMA/2025/026 version A du 11/12/2025.</p> <p>Le jour de la visite, la consigne est affichée sur le portail donnant accès à la vanne, sur lequel se trouve également la clé permettant la fermeture de la vanne.</p> <p>Le jour de la visite, la végétation rase permet de repérer la vanne, cependant son emplacement exact n'est pas signalé par une pancarte.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant signale la vanne par une pancarte pour une meilleure visibilité en cas de végétation plus haute ou d'intervention de nuit.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Suite inspection 29/10/2025

<p>Référence réglementaire : Autre du 18/11/2025, article PC n°7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat du 29/10/2025 :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la porte d'accès au local de fabrication d'émulsion-mère donnant sur l'aire de dépotage ainsi que les portes latérales donnant accès aux citernes fixes de stockage ont été remplacées par des portes coupes-feu 2h (marquage EI 120). Un jour entre le sol et le bas de ces portes apparaît et remet en cause les caractères étanche et isolant (EI). - des trous permettant le passage d'anciennes tuyauteries ont été bouchés avec une mousse expansive, ignifugée d'après l'exploitant. Un tuyau d'arrosage traverse le mur séparant le local de fabrication A7 et la zone B2 (citerne NASC). Le passage de ce tuyau remet en cause l'intégrité du mur coupe-feu.

<p>Demande à formuler à l'exploitant :</p> <p>L'exploitant transmet la facture des travaux réalisés dans le bâtiment de fabrication d'émulsion-mère.</p> <p>Il apporte sous le délai d'un mois les justificatifs que l'ensemble des éléments constitutifs des murs coupe-feu 2h séparant l'unité de fabrication et les citernes de stockage présentent les mêmes caractéristiques d'étanchéité et d'isolation que ces murs. En l'absence de transmission de justificatifs recevables, ce point pourra faire l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 11/12/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un bon d'enlèvement référencé *811346 en date du 12/02/2025 émis par la société Prolians et adressé à la SARL Fradin relatif à une mousse coupe-feu. Ce document ne précise pas les caractéristiques coupe-feu de la mousse, notamment la durée 2h, et ne justifie pas de sa correcte mise en œuvre.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate la mise en place de seuils de porte pour les trois portes coupe-feu de l'atelier de fabrication, l'exploitant n'a pas présenté de justificatif établissant que l'ajout de ces seuils permet de garantir les caractéristiques REI 120 de ces portes. Le tuyau d'arrosage traversant le mur séparant le local de fabrication A7 et la zone B2 (citerne NASC) est toujours présent et traverse le mur via une perforation qui n'a pas été comblée, ce qui crée une discontinuité en matière de propriétés coupe-feu du mur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires permettant de garantir les propriétés coupe-feu 2h du mur séparant le local de fabrication A7 et la zone B2.</p> <p>L'exploitant transmet les justificatifs relatifs aux caractéristiques coupe-feu des éléments utilisés et à leur mise en œuvre (PV de résistance au feu et mise en œuvre conforme aux préconisations d'utilisation du produit).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Suite inspection 29/10/2025

<p>Référence réglementaire : Autre du 18/11/2025, article PC n°8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat du 29/10/2025 :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réserve incendie est remplie sans toutefois pouvoir déterminer le volume réellement disponible, [...] - une seule aire d'aspiration d'aspiration (8x4 m) est matérialisée latéralement à la réserve. <p>Demande à formuler à l'exploitant :</p>

<p>L'exploitant équipe sa réserve incendie afin de connaître en tout temps le volume réellement disponible, il matérialise au sol les deux aires d'aspiration (8x4 m) conformément aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie des Deux-Sèvres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classées constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'un fil à plomb ainsi qu'un marquage provisoire indiquant le niveau haut de la réserve d'incendie, - la délimitation provisoire de l'aire d'aspiration de 8m sur 4 au droit de la réserve. <p>L'exploitant précise que le marquage de l'aire et celui de la réserve seront finalisés dès que les conditions météorologiques seront plus favorables.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant finalise les marquages définitifs de l'aire d'aspiration et de la réserve incendie et envoie une photographie des travaux finalisés à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que l'analyse des risques ATEX a été réalisée en 2008 par l'APAVE. Le rapport présenté par l'exploitant conclut à la présence de deux zones ATEX internes aux équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume intérieur de la citerne d'émulsion-mère située dans l'atelier de fabrication, - le volume intérieur de la la trémie d'aluminium située dans l'atelier de fabrication nitrate-fioul. <p>L'exploitant explique que ces zones étant internes aux équipements, non accessibles aux salariés et ne contenant pas d'éléments susceptibles de générer de risques, il n'a pas établi de document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE), ni de plan de zonage ATEX.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection des installations classées le document unique d'évaluation des risques (DUER) sous format numérique (version du 15/06/2025) qui décrit les mesures de prévention et de protection pour la santé et la sécurité des travailleurs.</p> <p>L'étude de danger référencée ED/AMA/2013/027 du 28/02/2014 ne mentionne pas l'étude des zones ATEX sur le site.</p>

<p>L'exploitant précise que depuis 2008 les modalités de production ont évolué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le fioul n'est plus utilisé dans l'atelier de fabrication d'émulsion-mère (remplacé par de l'huile I), - la trémie a été remplacée par un système utilisant directement les big-bags de poudre d'aluminium (sans déversement), ce qui supprime la production de poussières d'aluminium et les risques associés. <p>L'exploitant estime que les zones ATEX ont ainsi été supprimées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le rapport de l'APAVE de 2008, procède à la mise à jour de l'évaluation des risques ATEX du site et communique à l'inspection des installations classées les conclusions de cette mise à jour et les dispositions prises le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>